



MJD DES HAUTS DE GARONNE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

Rédigé par : Sandra DE SOUSA

Le 27 mars 2020

PROPOS LIMINAIRES

Les maisons de justice et du droit (MJD) sont des établissements judiciaires résultant d'un partenariat entre le ministère de la justice et une collectivité locale. Nées d'initiatives locales au début des années 1990, leur développement a nécessité un cadre législatif. La loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 a ainsi réglementé l'existence de ces structures. Le décret n°2001-1009 du 29 octobre 2001 puis la circulaire d'application du 24 novembre 2004 sont venus compléter le dispositif. Le Code de l'organisation judiciaire réserve aux articles R.131-1 et suivants un titre sur les MJD.

Placées sous l'autorité conjointe des chefs de juridictions, les MJD assurent une présence judiciaire de proximité, concourent à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des litiges peuvent s'y exercer. Il existe à ce jour, 147 MJD réparties au sein de 30 cours d'appel et de 66 départements.

En Gironde, on dénombre deux maisons de justice et du droit situées à Bordeaux et à Lormont.

La maison de justice et du droit des Hauts de Garonne est le fruit d'un partenariat abouti entre :

le Tribunal Judiciaire de Bordeaux, la Préfecture de la Gironde, le Département de la Gironde, le barreau de Bordeaux, le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), l'association Hauts de Garonne Développement et les communes suivantes : Ambarès et Lagrave, Ambès, Artigues près Bordeaux, Bassens, Beychac et Cailleau, Bonnetan, Bouliac, Camarsac, Carbon Blanc, Carignan-de-Bordeaux, Cénac, Cenon, Croignon, Fargues Saint Hilaire, Floirac, Latresne, Lormont, Montussan, Pompignac, Sainte Eulalie, Saint Loubès, Saint Louis de Montferrand, Saint Sulpice et Cameyrac, Saint Vincent de Paul, Salleboeuf, Tresses et Yvrac.

La MJD a ouvert ses portes le **15 septembre 1998** avenue de Paris à Lormont et depuis 2007, elle est située 45 avenue de la Libération à Lormont.

Tous ces partenaires ont signé une convention en date du **12 mai 1997** relative à la création, au fonctionnement ainsi qu'à la gestion financière, convention modifiée le **16 septembre 2008** et un avenant à la convention modificative relative à la constitution et au fonctionnement au mois de **juin 2019**.

INFORMATIONS PRATIQUES

➤ Coordonnées complètes de la MJD

Carré des Iris

45 avenue de la Libération 33310 LORMONT

☎ 05.57.77.74.60

mjd-lormont@justice.fr

www.maisondejustice.fr

➤ Les horaires d'ouverture au public

Lundi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30 (19H tous les 15 jours)

Mardi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Mercredi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Jeudi : 09H – 12H / 13H30 – 19H00

Vendredi : 09H – 12H / 13H30 – 16H00

Soit un total hebdomadaire moyen de 36 heures.

➤ Fermetures de la MJD :

- vacances de printemps : 22 au 26 avril 2019

- vacances d'été : 5 au 23 août 2019

- vacances de Noël : 23 décembre 2019 au 3 janvier 2020

➤ **Les locaux**

Surface de la MJD : 310,60 M2

La MJD est accessible aux personnes à mobilité réduite.

L'accès à la MJD est facilité par le tramway (ligne A direction La Gardette – arrêt Les Iris)

Équipement	Nombre
Accueil	1
Salle d'attente	1
Salle de réunion	1
Bureaux pour le personnel permanent	2
Bureaux pour les intervenants	5

➤ **L'équipement informatique et la connexion**

Nombre total de postes informatiques	5	Date du dernier renouvellement :
Nombre de postes du ministère de la justice	5	Uniquement le poste informatique du greffier en septembre 2019

Nombre de postes connectés à internet	5
Nombre de postes avec accès au RPVJ	1

On compte **cinq postes informatiques** à la MJD répartis de la manière suivante :

- bureau du greffier : 1 poste informatique connecté à internet, accès justice, logiciel métier ;
- bureau des juristes de la MJD : 1 poste informatique connecté à internet sans accès justice ;
- l'accueil de la MJD : 1 poste informatique connecté à internet sans accès justice ;
- bureaux des intervenants : sur les 5 bureaux occupés par les intervenants, 2 sont équipés de postes informatiques connectés à internet sans accès justice ;

Actuellement, tous les bureaux de la MJD ne sont pas dotés de postes informatiques.

Aussi, les postes informatiques présents dans la structure, à l'exception du poste informatique du greffier, ne sont plus sous maintenance car ce sont des postes réformés de la juridiction.

Le réseau internet est fourni par les collectivités. La MJD est équipée d'un accès wifi depuis avril 2017. Les postes informatiques utilisés par le personnel de la MJD, à l'exception de celui de l'accueil, ne sont pas directement reliés au réseau wifi. Une clé wifi est nécessaire pour faire le lien. Cette clé wifi a été pris en charge par Hauts de Garonne Développement. Cependant, la clé wifi utilisée pour la connexion internet ne permet pas d'avoir une connexion stable en raison de la distance avec la box. Pour pallier à ce problème et stabiliser la connexion à internet, un câble Ethernet, pris en charge par HDGD, a été installé en octobre 2019 par les électriciens de la mairie de Lormont allant du bureau des juristes à la box.

L'absence d'équipement informatique opérationnel est un handicap soulevé par l'ensemble des intervenants officiant à la MJD. Les intervenants ne peuvent donc pas exercer leurs missions pleinement sans cet accès internet. Ces problèmes informatiques freinent également le développement de la structure et apporte des contraintes dans l'exercice au quotidien des missions.

Eu égard à l'importance de l'activité et au bon fonctionnement de la MJD, il conviendrait de renouveler l'équipement informatique vétuste et d'allouer des postes informatiques non réformés, en bon état de marche.

En 2019, des demandes budgétaires devaient être faites par le tribunal judiciaire au titre des dialogues de gestion 2020.

➤ **Sur le plan matériel**

Il convient de souligner que la MJD a été dotée par le Tribunal Judiciaire :

- d'un nouveau copieur livré par TOSHIBA TEC FRANCE IMAGING SYSTEMS, l'appareil ancien a été remplacé en janvier 2019 ;
- d'un écran de projection depuis juin 2019 ;

Le Tribunal Judiciaire a fait procéder au remplacement du standard téléphonique par la société Hexatel en novembre 2019.

En avril 2019, la société AMF, mandatée par la mairie de Lormont, a remplacé la porte du local de stockage de la MJD par une porte coupe feu.

Les sanitaires de la MJD sont désormais équipés de distributeurs de savon depuis juin 2019. L'entreprise SNEP a procédé à cette installation.

Qu'ils en soient tous remerciés.

➤ Le personnel permanent

	Nom Prénom	Fonction
Personnel justice	Sandra DE SOUSA	Greffier
Autre personnel	Pauline BUTLER Estelle LACOSTE	Juristes accueillantes en charge d'animation

- Un greffier du tribunal judiciaire de Bordeaux à temps plein
- Deux agents en CDI à 35 heures employés par Hauts de Garonne Développement.

➤ Les services civiques

La structure bénéficie de la présence d'un volontaire en service civique recruté par le SAIR de la Cour d'Appel de Bordeaux. Estelle GIRAUDEL a effectué une partie de sa mission du 1er janvier 2019 au 31 juillet 2019. Perrine MUSY a pris la suite à compter du 9 septembre 2019 jusqu'au 31 juillet 2020.

Sa mission est fixée à 11 mois d'une durée de présence hebdomadaire de 24 heures.

Elle représente un apport non négligeable au fonctionnement de la structure puisqu'elle participe à l'accueil, tant physique que téléphonique. Elle assiste le personnel dans la gestion des plannings et les diverses tâches administratives. Elle reçoit les usagers en entretien individuel pour les aider à constituer les dossiers de demande d'aide juridictionnelle. Elle participe également aux interventions en milieu scolaire dans le cadre de l'action de l'accès au droit des jeunes.

Cette mission de service civique renforce le service rendu aux usagers et permet de favoriser l'accès au droit des personnes les plus vulnérables.



**SERVICE
CIVIQUE**

Une mission pour chacun
au service de tous

LE FINANCEMENT

Le Ministère de la Justice : Le poste du greffier et d'un volontaire en service civique, la téléphonie, les timbres et les fournitures pour un montant de : **53 626,90 euros**.

Les communes financent les charges liées aux locaux, les deux emplois avec une subvention du Département : **106 902 euros**, soit 96 102 € cotisations des communes et 10 800 euros subvention du Département.

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) : le financement de l'accès au droit

Association / Année	2018	2019
ALIFS	4 560 euros 39 Permanences de 6 heures	9 120 euros 39 Permanences de 6 heures
CIDFF	8 280 euros 46 Permanences de 3 heures	8 280 euros 46 Permanences de 3 heures
INFODROITS	7 920 euros 44 Permanences de 3 heures	7 920 euros 44 Permanences de 3 heures
Familles en Gironde	1 732 euros 22 Permanences de 2H30	1 732 euros 22 Permanences de 2H30
ATELIER GRAPHITE	3 960 euros 22 Permanences de 3 heures	3 960 euros 22 Permanences de 3 heures
TOTAL	26 452 euros	31 012 euros

NB : A la subvention du CDAD s'ajoute la mise à disposition des deux juristes du CDAD, qui ont assuré **77 permanences** (en droit du travail et droit des contrats), représentant un apport en industrie à hauteur de **10 419,33 euros**.

La mairie de Lormont finance les permanences juridiques de l'association laïque du PRADO pour l'aide aux victimes et financement supplémentaire de 1300€ pour 6 permanences de 3 heures et 1 permanence de 2 heures assurées par l'association INFODROITS.

Le barreau de Bordeaux et la chambre départementale des notaires participent en nature dans le cadre de leur contribution à l'action du CDAD.

L'ACTIVITÉ DE LA MJD

➤ L'activité globale de la MJD

	ACTIVITÉS	2017	2018	2019
Accueil	Accueil physique	9653	11748	11689
	Accueil téléphonique	12050	15694	15362
	TOTAL Accueil	21703	27442	27051
Accès au droit	Information et consultation juridique	4259	4453	4559
	Aide aux victimes	335	315	283
	Conciliation / Médiation	342	305	232
	Délégué du défenseur des droits	232	283	468
	TOTAL ACCES AU DROIT	5168	5356	5542
Activité pénale	Alternatives aux poursuites	976	931	979
	Autres activités pénales (SPIP, PJJ, contrôle judiciaire...)	744	750	808
	TOTAL ACTIVITÉ PÉNALE	1720	1681	1787

➤ L'accueil de la MJD 2019

PREMIER ACCUEIL PHYSIQUE ET TELEPHONIQUE

	ACCUEIL PHYSIQUE MAJEURS	MINEURS	ACCUEIL TELEPHONIQUE	TOTAL
Renseignements sur la M.J.D (heures d'ouverture)	1935	42	4621	6598
Prise de RDV, confirmation de RDV	1705	0	8041	9746
Information par le greffier	9	0	30	39
convocation ou rendez-vous avec intervenants (toutes activités confondues)	7181	240		7421
Orientation vers un ou des intervenants	328	0	941	1269
Orientation extérieure	249	0	1729	1978
TOTAL	11407	282	15362	27051

➤ **Les intervenants**

Les intervenants de l'activité pénale

La Maison de Justice et du Droit des Hauts de Garonne accueille un public venant sur convocation. Les mesures alternatives aux poursuites constituent l'essentiel de l'activité pénale. La mise en œuvre des mesures alternatives aux poursuites pénales est confiée à des délégués du procureur de la République. Le rappel à la loi, le classement sous condition et la mesure de composition pénale apportent une réponse pénale adaptée à la petite et moyenne délinquance.

DELEGUES DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

Nombre de dossiers	Nombre de personnes reçues		Majeurs		Mineurs		Total
			Communes	Hors Communes	Communes	Hors Communes	
364	Rappels à la loi		72	286	0	0	358
257	Classements	1er RDV	39	175	0	0	214
		Autre RDV	6	25	0	0	31
SOUS TOTAL (1)			117	486	0	0	603
240	Composition Pénale	1er RDV	64	169	0	0	233
		Autre RDV	32	111	0	0	143
SOUS TOTAL (2)			96	280	0	0	376
TOTAL (1) + (2)			213	766	0	0	979

Dans la continuité des mesures alternatives aux poursuites pénales, les auteurs d'infractions peuvent être contraints d'effectuer au sein de la MJD différents stages, en fonction de la nature de l'infraction : un stage de citoyenneté ou un stage de parentalité, organisés par l'association AEM.

NOMBRE DE STAGIAIRES			
Intervenants	2017	2018	2019
ABC du Dialogue Routier			
Stage de sensibilisation à la sécurité routière	180	136	0
Association d'enquêtes et de Médiations Stage citoyenneté	84	91	110
Association d'enquêtes et de Médiations Stage parentalité	10	11	27
PJJ Stage citoyenneté	20	45	45
Total	294	283	182

Les mesures d'application des peines sont exercées par les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation. Les CPIP assurent le suivi des mesures des personnes condamnées, essentiellement dans le cadre d'un sursis avec mise à l'épreuve et d'un travail d'intérêt général.

Une action collective menée par le SPIP, de deux jours non consécutifs a eu lieu à la MJD les 27 mai et 26 juin 2019. Cette action a eu pour but de sensibiliser les personnes placées sous main de justice aux risques routiers.

Depuis janvier 2019, Monsieur Julien LOSSOIS, CPIP assure des permanences une fois par semaine. Madame Carole OCTAVE, CPIP a débuté ses permanences le 3 octobre 2019. Elle rencontre les probationnaires à la MJD tous les jeudis.

SPIP

Nombre de personnes convoquées	S.M.E		Accueil sortants de prison et orientation		Suivi de libération conditionnelle		TIG (dont TNR)		SSJ		Actions collectives et autres		Placement extérieur		Bracelet électronique		TOTAL
	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	
350																	
Ville ou Agglo.	19	83	0	0	0	7	33	67	3	17	0	0	1	0	4	4	238
Hors ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
TOTAL	246																

L'association d'Enquêtes et de Médiations et l'association Laïque du Prado interviennent à la MJD dans un cadre pénal pour accomplir des mesures présentencielles. Les enquêtes sociales rapides sont principalement exercées au sein de la MJD. Quinze enquêtes de personnalité en vue d'une audience pénale correctionnelle ont été recensées au cours de l'année 2019. L'association AEM a aussi reçu 95 personnes dans le cadre d'un contrôle judiciaire.

MESURES PRÉSENTENCIELLES – PRADO / AEM

Enquêtes Sociales Rapides

Nombre de convoqués			Contrôles judiciaires		Enquêtes sociales rapides		Enquêtes de personnalité		Enquêtes alcoolémies		Autres mesures		TOTAL
			1ère visite	suivi	1ère visite	suivi	1ère visite	suivi	1ère visite	suivi	1ère visite	suivi	
MAJEURS	63	Ville ou Agglo.	0	1	54	0	8	0	0	0	0	0	63
	202	Hors Ville ou Agglo.	10	84	100	1	7	0	0	0	0	0	202
MINEURS	0	Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	Hors Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	265	0	10	85	154	1	15	0	0	0	0	0	265

L'Officier du Ministère Public reçoit à la MJD une fois par trimestre, des personnes ayant formé des recours contre des amendes forfaitaires. L'OMP a reçu 14 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière.

OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC

NOMBRE DE PERSONNES CONVOQUEES	MESURES	NOMBRE DE PERSONNES RECUES		TOTAL
		COMMUNES SIGNATAIRES	HORS COMMUNES	
66	Classements	13	22	35
	Autres	0	0	0
TOTAL		13	22	35

La MJD reçoit dans un cadre pénal des mineurs au moment des faits ou jeunes majeurs au jour de la convocation soit pour réaliser une mesure de réparation suivie par l'association laïque du Prado, soit pour suivre un stage de citoyenneté organisé par la Protection Judiciaire de la Jeunesse avec la participation des pompiers, de la BPDJ, des associations ALIFS, Boulevard des Potes et l'ANPAA.

P.J.J

nombre de personnes convoquées	Activité judiciaire civile (AEMO...)		Réparations pénales		TIG		Autres mesures pénales (CJ - SME...)		Actions de prévention (accès au droit, éducation à la citoyenneté)		TOTAL
	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	
118											
Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	30	5	0	0	35
Hors ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	28	12	0	0	40
TOTAL	75										

Le nombre de mineurs reçus par l'association laïque du Prado dans le cadre des mesures de réparation pénale a diminué en 2019. 34 mineurs de moins par rapport à l'année dernière.

REPARATION PENALE – A. L. PRADO

	Nombre de convoquées	AUTEURS		VICTIMES		Total	
		1ère fois	Autres R.V.	1ère fois	Autres R.V.		
MINEURS	Ville ou Agglomération	39	8	21	0	0	29
	Hors Ville ou Agglomération	24	20	1	0	0	21
TOTAL	63	28	22	0	0	50	

NOMBRE D'ENTRETIENS SUR CONVOCATION			
INTERVENANTS	2017	2018	2019
Délégués du procureur de la République <small>rappel à la loi-Classement sous conditions</small>	522	661	603
Délégués du procureur de la République <small>compositions pénales</small>	454	270	376
Sous-total DPR	976	931	979
Association Laïque du PRADO : mesures de réparation mineurs	68	84	50
Association Laïque du PRADO : enquêtes sociales rapides	21	44	43
Association d'Enquêtes et de Médiations : enquêtes sociales rapides	123	107	127
Association d'Enquêtes et de Médiations : contrôles judiciaires	/	/	95
SPIP	175	188	246
Officier du ministère public	26	21	35
Total pénal	1389	1375	1575

Les intervenants de l'accès au droit

L'accès au droit est la principale activité exercée à la MJD des Hauts de Garonne avec **5542** personnes reçues en 2019. Cette activité s'organise sous la forme d'entretiens proposés uniquement sur rendez-vous avec un délai moyen d'attente entre 5 et 10 jours suivant l'intervenant.

Les professionnels du droit

Le conseil juridique est assuré par les avocats, les notaires et les huissiers de justice.

Les avocats interviennent toutes les semaines. Les consultations généralistes et spécialisées en droit social et de la famille se déroulent une à deux fois par semaine d'une durée de deux heures. Des permanences sont également dispensées par les avocats en droit public deux fois par mois.

Le 5/12/2019, une permanence avocat a été annulée en raison d'un mouvement de grève.

Les notaires assurent des permanences une fois par semaine d'une durée de trois heures.

Notons que les huissiers de justice n'ont pas tenu de permanences en 2019.

AVOCATS

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	121	9	130	188	4	192	1	0	1	323
Droit du logement	45	2	47	69	2	71	0	0	0	118
Consommation, Surendt	36	0	36	48	4	52	0	0	0	88
Droit civil	103	5	108	118	2	120	1	0	1	229
Droit du travail	101	2	103	102	6	108	1	0	1	212
Droit pénal	51	4	55	52	1	53	0	0	0	108
Droit des étrangers	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4
Droit administratif	6	0	6	5	0	5	0	0	0	11
Aide aux victimes	9	0	9	8	0	8	0	0	0	17
Droit commercial	14	1	15	8	0	8	0	0	0	23
Autre	26	2	28	19	0	19	0	0	0	47
TOTAL	515	25	540	618	19	637	3	0	3	1180

AVOCATS DROIT PUBLIC

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	2	0	2	3	0	3	0	0	0	5
Droit du travail	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	20	3	23	12	1	13	0	0	0	36
Droit administratif	34	14	48	55	11	66	0	0	0	114
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	2	0	2	2	1	3	0	0	0	5
TOTAL	60	17	77	73	13	86	0	0	0	163

NOTAIRES

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Succession	42	2	44	71	3	74	0	0	0	118
Liquidation de communauté	1	0	1	9	0	9	0	0	0	10
Donation	2	0	2	3	0	3	0	0	0	5
Vente	12	0	12	25	0	25	0	0	0	37
PACS	0	0	0	6	1	7	0	0	0	7
Indivision	1	0	1	6	1	7	0	0	0	8
Incapacité des majeurs	1	0	1	3	0	3	0	0	0	4
Tutelle des mineurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régime matrimonial	4	0	4	6	0	6	0	0	0	10
Autres	12	0	12	14	0	14	0	0	0	26
TOTAL	75	2	77	143	5	148	0	0	0	225

Les associations

L'information juridique est dispensée par les associations, les deux juristes du CDAD et le personnel permanent de la MJD (greffière et juristes salariées de l'association Hauts de Garonne Développement) :

Une fois par semaine l'Association du Lien Interculturel Familial et Social (A.L.I.F.S) tient une permanence en droit des étrangers.

ALIFS										
Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	11	0	11	28	0	28	0	0	0	39
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	17	2	19	19	0	19	1	0	1	39
Droit du travail	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	118	4	122	147	4	151	0	0	0	273
Droit administratif	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Aide aux victimes	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	3	0	3	2	0	2	0	0	0	5
TOTAL	150	6	156	199	4	203	1	0	1	360

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille (C.I.D.F.F) : La majorité des demandes traitées par les juristes du CIDFF a concerné le droit de la famille. Les permanences du CIDFF au sein de la MJD se tiennent une fois par semaine d'une durée de trois heures.

CIDFF										
Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	77	2	79	174	2	176	1	0	1	256
Droit du logement	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Consommation, Surendt	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Droit civil	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Droit des étrangers	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	78	2	80	180	2	182	1	0	1	263

INFODROITS : Les juristes informent les usagers sur les questions juridiques dans tous les domaines. Les permanences ont lieu une fois par semaine d'une durée de trois heures.

INFODROITS

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	15	0	15	22	2	24	0	0	0	39
Droit du logement	10	0	10	16	0	16	0	0	0	26
Consommation, Surendt	6	0	6	21	0	21	0	0	0	27
Droit civil	31	0	31	52	0	52	0	0	0	83
Droit du travail	15	0	15	23	1	24	0	0	0	39
Droit pénal	11	0	11	3	0	3	0	0	0	14
Droit des étrangers	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit administratif	4	0	4	10	0	10	0	0	0	14
Aide aux victimes	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4
Droit commercial	4	0	4	10	0	10	0	0	0	14
Autres	13	0	13	10	1	11	0	0	0	24
TOTAL	113	0	113	168	4	172	0	0	0	285

FAMILLES EN GIRONDE : Les interventions portent pour l'essentiel sur la constitution et le suivi de dossiers de surendettement et ont lieu deux fois par mois.

Familles en Gironde

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	2	0	2	4	0	4	0	0	0	6
Droit du logement	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1
Consommation, Surendt	48	3	51	49	0	49	0	0	0	100
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	50	4	54	53	0	53	0	0	0	107

ASSOCIATION RUELLE propose d'accompagner les victimes de toutes les formes d'exploitation dans le cadre de parcours de traite des êtres humains afin d'amener la personne à identifier le lien d'exploitation et à s'en émanciper.

RUELLE

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	1	1	0	3	3	0	0	0	4
Droit pénal	0	2	2	2	10	12	0	0	0	14
Droit des étrangers	0	1	1	2	10	12	0	0	0	13
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	1	2	3	0	0	0	3
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	2	2	0	0	0	2
TOTAL	0	4	4	5	28	33	0	0	0	37

UFC QUE CHOISIR assure des permanences hebdomadaires sur le crédit à la consommation et sont proposées gracieusement aux usagers.

UFC

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4
Consommation, Surendt	46	1	47	68	2	70	0	0	0	117
Droit civil	1	0	1	3	0	3	0	0	0	4
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Autres	1	0	1	2	0	2	0	0	0	3
TOTAL	53	1	54	74	2	76	0	0	0	130

Association des Responsables de Copropriété du SUD-OUEST assure une fois par mois une permanence d'une durée de quatre heures. Ces nouvelles permanences ont débuté le 25 septembre 2019. Un juriste bénévole de l'association propose aux copropriétaires des communes signataires de répondre aux questions relatives à la copropriété.

ARC

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	2	0	2	8	1	9	0	0	0	11
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	0	2	8	1	9	0	0	0	11

Juristes du Conseil Départemental d'Accès au Droit : Deux juristes interviennent une fois par semaine dans deux domaines juridiques différents : en droit social et en droit des contrats.

JURISTES CDAD

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Droit du logement	27	0	27	56	1	57	0	0	0	84
Consommation, Surendt	25	1	26	30	0	30	0	0	0	56
Droit civil	29	1	30	36	2	38	0	0	0	68
Droit du travail	149	5	154	279	6	285	0	0	0	439
Droit pénal	4	0	4	1	0	1	0	0	0	5
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	6	0	6	4	0	4	0	0	0	10
TOTAL	241	7	248	407	9	416	0	0	0	664

GREFFIER : informations juridiques et renseignements sur les procédures.

GREFFIER

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	97	0	97	239	1	240	1	0	1	338
Droit du logement	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Consommation, Surendt	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit civil	38	0	38	69	0	69	0	0	0	107
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	24	0	24	23	0	23	0	0	0	47
Droit des étrangers	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit administratif	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Aide aux victimes	0	0	0	2	0	2	1	0	1	3
Droit commercial	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Autres	2	0	2	2	0	2	0	0	0	4
TOTAL	165	0	165	337	1	338	2	0	2	505

JURISTES de la MJD : chaque juriste assure une à deux permanences par semaine pour donner des informations juridiques relevant principalement du droit pénal, droit civil, droit de la famille et aide aux victimes.

JURISTES MJD

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	61	0	61	99	5	104	0	0	0	165
Droit du logement	8	0	8	6	0	6	0	0	0	14
Consommation, Surendt	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit civil	41	1	42	75	6	81	1	0	1	124
Droit du travail	2	0	2	2	0	2	1	0	1	5
Droit pénal	31	0	31	28	0	28	0	0	0	59
Droit des étrangers	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Droit administratif	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Aide aux victimes	15	0	15	33	2	35	0	0	0	50
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	7	0	7	10	1	11	0	0	0	18
TOTAL	167	1	168	256	14	270	2	0	2	440

SERVICES CIVIQUES : Les volontaires en service civique ont également accompagné les usagers dans la compréhension et la constitution des dossiers de demande d'aide juridictionnelle. Ils ont aidé 103 usagers à les remplir en 2019.

VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE

Nature de la procédure	HOMMES			FEMMES			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Divorce par consentement mutuel	4	0	4	11	1	12	16
Divorce hors consentement mutuel	4	1	5	13	0	13	18
Saisine JAF autorité parentale	2	0	2	15	4	19	21
Convocation TC (prévenu)	5	0	5	2	0	2	7
TMFPO	0	0	0	0	0	0	0
Recours contre décision de refus AJ	1	0	1	3	0	3	4
Autres	13	1	14	23	0	23	37
TOTAL	29	2	31	67	5	72	103

L'AIDE AUX VICTIMES

Au sein de la MJD, le service d'aide aux victimes de l'**association laïque du Prado** propose d'aider les victimes d'infractions pénales.

Des permanences d'aide aux victimes sont assurées toutes les semaines par **une juriste** et **une psychologue**.

Une modification s'est opérée dès le mois de février 2019 concernant les permanences juridiques du service d'aide aux victimes. Il s'agit de la suppression d'un créneau horaire autrement dit d'un rendez-vous en moins par permanence pour pallier à la bonne tenue des statistiques.

AIDE AUX VICTIMES PRADO

		Aide ponctuelle et immédiate			Orientation vers un intervenant ou service extérieur			Soutien psychologique			Total
		1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		
			Tél.	RV		Tél.	RV		Tél.	RV	
MAJEURS	Ville ou Agglo	147	0	21	1	0	0	8	0	56	233
	Hors Ville ou Agglo	1	0	0	0	0	0	4	0	38	43
MINEURS	Ville ou Agglo	1	0	0	0	0	0	2	0	3	6
	Hors Ville ou Agglo	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
TOTAL		149	0	21	1	0	0	14	0	98	283

LA REDACTION DE COURRIERS ADMINISTRATIFS OU JURIDIQUES

Les permanences tenues par l'association **Atelier Graphite** permettent la production d'un écrit nécessitant la compréhension et la rédaction des termes juridiques. L'écrivain public juriste tient deux permanences par mois d'une durée de trois heures.

ATELIER GRAPHITE

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	Communes Signataires	Hors Communes	TOTAL	
Droit de la famille	2	1	3	9	1	10	0	0	0	13
Droit du logement	6	1	7	8	0	8	0	0	0	15
Consommation, Surendt	4	1	5	7	0	7	0	0	0	12
Droit civil	2	0	2	5	0	5	0	0	0	7
Droit du travail	6	0	6	4	0	4	0	0	0	10
Droit pénal	4	0	4	1	0	1	0	0	0	5
Droit des étrangers	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit administratif	2	0	2	9	0	9	0	0	0	11
Aide aux victimes	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit commercial	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3
Autres	2	0	2	6	0	6	0	0	0	8
TOTAL	29	3	32	53	1	54	0	0	0	86

Les acteurs institutionnels

LA RESOLUTION AMIABLE DES LITIGES

Les conciliateurs de Justice

Le règlement amiable des litiges d'ordre civil est favorisé par la présence de conciliateurs de justice sur les cantons de **Cenon, Lormont et la Presqu'île**.

On compte la présence de trois conciliatrices de justice en 2019 :

- de janvier à décembre : Madame Anne-Marie ESCHAPASSE assure deux permanences par mois pour le canton de LORMONT ;

- de janvier à septembre : Madame Alexandra LESVIGNE pour le canton de CENON ;

- à partir d'octobre, Madame Caroline MILITON, nommée sur le canton de CENON, a débuté les permanences, deux fois par mois ;

En décembre 2019, Madame Ghislaine TARBOURIECH est nommée conciliatrice de justice sur les secteurs de Lormont, Cenon, Floirac et Bassens mais elle n'a pas tenu de permanence.

En 2019, il n'y a pas eu de nomination d'un conciliateur de justice pour le canton de la PRESQU'ILE.

CONCILIEURS DE JUSTICE

		SUR DEMANDE DU J.I.		SAISIES DIRECTES		TOTAL
		1ière visite = 1 dossier	Autres visites	1ière visite = 1 dossier	Autres visites	
MAJEURS	Ville ou Agglomération	11	0	103	24	138
	Hors Ville ou Agglomération	0	0	1	0	1
TOTAL		11	0	104	24	139
MINEURS	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0
	Hors Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	139

Les délégués du Défenseur des droits

Trois délégués du Défenseur des droits proposent deux fois par semaine des permanences avec une demande plus importante pour les litiges avec les services publics.

DÉFENSEUR DES DROITS

MISSIONS	Réclamations		Demandes d'informations ou d'orientations		TOTAL
	1ère fois=dossier	Suivi=Visiteurs	1ère fois=dossier	Suivi=Visiteurs	
DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS	3	1	0	0	4
DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ	1	0	0	0	1
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	0	0	0	0	0
- Emploi	7	3	0	0	10
- Accès aux biens et services	3	2	0	0	5
- Logement	19	4	7	0	30
- Éducation	7	0	0	0	7
- Autres	7	1	2	0	10
sous-total	47	11	9	0	67
MÉDIATION AVEC LES SERVICES PUBLICS	0	0	1	0	0
- Ministère (Justice, Finances...)	58	22	3	2	85
- Caisses de retraite	20	2	3	0	25
- CPAM/RSI/MDPH	35	2	5	0	42
- CAF	30	7	2	1	40
- Pôle emploi	11	0	0	0	11
- Collectivités territoriales	20	0	1	0	21
- EDF GDF	0	0	0	0	0
- Services gestionnaires des transports	1	0	0	1	2
- Préfecture	69	12	1	1	83
- Hôpitaux	3	0	1	1	5
- Autres	67	11	9	0	87
sous-total	314	56	25	6	401
TOTAL	361	67	34	6	468

La médiation familiale

La médiation familiale est encouragée par l'association Familles en Gironde. Des permanences ont lieu deux fois par mois, destinées à informer les personnes sur le règlement amiable des affaires familiales.

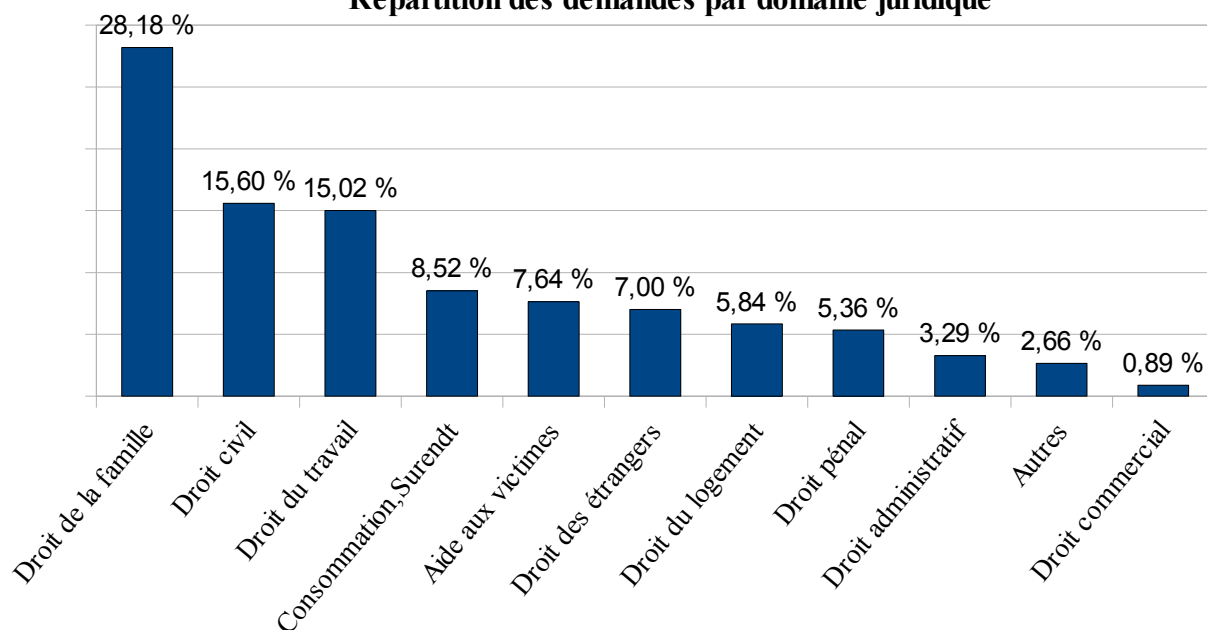
MEDIATIONS CIVILES

		Médiations judiciaires familiales		Médiations judiciaires autres		Médiations conventionnelles		TOTAL
		1ère visite = 1 dossier	Autres visites	1ère visite = 1 dossier	Autres visites	1ère visite = 1 dossier	Autres visites	
MAJEUR	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	85	0	85
	Hors ville ou Agglomération	0	0	0	0	8	0	8
TOTAL		0	0	0	0	93	0	93
MINEUR	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0	0
	Hors ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0

L'ACCÈS AU DROIT EN CHIFFRES

Intervenants	2018		2019	
	Nbre de permanences	Nbre de personnes reçues	Nbre de permanences	Nbre de personnes reçues
Avocats	89	1315	87	1343
Notaires	39	208	40	225
Huissiers de justice	0	0	0	0
ALIFS	39	339	39	360
CIDFF	46	257	46	263
INFODROITS	50	276	51	285
FAMILLES EN FIRONDE (Surendettement)	22	88	22	107
UFC QUE CHOISIR	35	147	33	130
ARC SUD-OUEST	0	0	4	11
RUELLE	/	48	/	37
Association Laïque du PARDO	43	198	41	171
aide aux victimes				
Juristes du CDAD	68	595	77	664
Greffier	/	525	/	505
Juristes de la MJD	/	473	/	440
SERVICE CIVIQUE	/	103	/	103
<i>Sous-total 1</i>		4572		4644
Délégués du défenseur des droits	73	283	87	468
Médiation Familiale	26	89	24	93
Conciliateurs de justice	48	216	43	139
Association Laïque du PRADO soutien psychologique	39	117	37	112
ATELIER GRAPHITE	22	79	22	86
<i>Sous-Total 2</i>		784		898
TOTAL		5356		5542

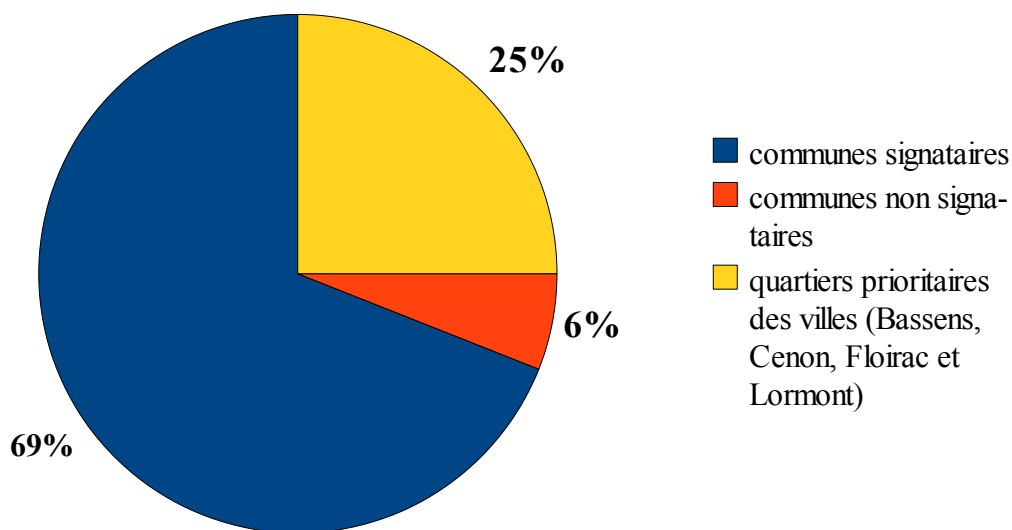
Répartition des demandes par domaine juridique



Répartition des demandes par âge et catégories socio-professionnelles

Âge	
Mineur	25
18 – 25 ans	395
26 – 40 ans	1943
41 – 62 ans	2148
62 - 70 ans	683
+ de 70 ans	348
TOTAL	5542
Catégorie socio-professionnelle	
Salarié ou apprenti	2312
Fonctionnaire ou assimilé	277
Étudiant – lycéen – collégien	81
Profession libérale ou assimilé	128
Commerçant – artisan	116
Chômeur – RSA	847
Pensionné	183
Sans ressource	357
Retraité	1011
Non renseigné ou autre catégorie	230
TOTAL	5542

Répartition des demandes par origine géographique



DOMICILIATION	
AMBARÈS ET LAGRAVE	519
AMBÈS	61
ARTIGUES PRÈS BORDEAUX	226
BASSENS	231
BEYCHAC ET CAILLEAU	45
BONNETAN	12
BOULIAC	43
CAMARSAC	10
CARBON BLANC	234
CARIGNAN DE BDX	26
CENAC	15
CENON	1032
CROIGNON	12
FARGUES SAINT HILAIRE	55
FLOIRAC	518
LATRESNE	17
LORMONT	1381
MONTUSSAN	62
POMPIGNAC	54
SAINTE EULALIE	104
SAINTE LOUBÈS	232
ST LOUIS DE MONTFERRAND	50
SAINTE SULPICE ET CAMEYRAC	93
SAINTE VINCENT DE PAUL	18
SALLEBOEUF	19
TRESSES	66
YVRAC	68
COMMUNES NON SIGNATAIRES	339
TOTAL	5542

Répartition des demandes par quartiers des villes de BASSENS, CENON, FLOIRAC et LORMONT

QPV		
BASSENS	Quartier de l'Avenir	19
CENON	Quartier Henri Sellier	68
	Quartier Leo Lagrange	34
CENON / FLOIRAC	Quartier Palmer	237
	Quartier 8 mai 1945	36
	Quartier Sarailière	44
FLOIRAC	Quartier Dravemont	117
	Quartier Jean-Jaurès	83
LORMONT	Quartier Carriet	343
	Quartier Génicart Est	278
	Quartier Alpilles-Vincennes-Bois Fleuri	146
TOTAL		1405

ACTIONS DE COMMUNICATION ET PARTENARIATS

24/05/2019 : Participation à la journée nationale de l'accès au droit

Le Ministère de la Justice a souhaité manifester son intérêt pour la politique publique d'accès au droit en proposant une journée nationale de l'accès au droit cette année encore.

Pour la deuxième édition de la journée nationale de l'accès au droit, l'équipe de la MJD a imaginé et créé un jeu de société, appelé « Objection retenue! ». Ce jeu a permis aux participants d'en apprendre plus sur la Justice.

16 personnes sont venues tester leurs connaissances (*voir annexes 2*).

20/06/2019 : Séance d'information sur les violences sexuelles au travail

Un groupe de 11 professionnels, adressé par Hauts de Garonne Développement a été reçu à la MJD pour aborder les différentes infractions relatives aux violences sexistes et sexuelles dans le cadre du travail. Des mises en situation ont permis d'aborder le sujet de manière interactive.

26/06/2019 : Conférence-débat en droit du travail sur « les cas de rupture du contrat de travail et leurs conséquences » organisée en association avec la MJD de Bordeaux, avec le concours de Madame Stacy DELIANT, juriste au Conseil Départemental de l'Accès au Droit de la Gironde. 18 personnes ont assisté à cette conférence-débat (*voir annexes 3*).

21/09/2019 : participation aux **Journées Européennes du Patrimoine** organisées au sein du Tribunal Judiciaire de Bordeaux.

25/09/2019 : Action « Jeux suis citoyen »

Participation de la MJD à un événement organisé par l'Espace Info Écoute du Point d'Accès au Droit du Médoc afin d'informer les citoyens sur leurs droits et devoirs tout en s'amusant à des jeux à thèmes concernant la vie quotidienne.

29/11/2019 : Visite d'un groupe à la MJD de 12 participants dans le cadre d'un circuit de **Visite de quartier Alpilles-Vincennes** pour une présentation du fonctionnement de la MJD, l'objectif étant de favoriser les échanges entre les acteurs de ce quartier, confronter les points de vue et construire une vision commune des territoires. Cette action est menée en partenariat avec la direction générale du développement social du service politique de la ville de Lormont.

Le partenariat avec les avocats du Centre de Recherche d'Information et de Consultation (CRIC) mis en place en 2009 consistant à diriger les personnes vers l'avocat de permanence a permis à trois mineurs en 2019 de rencontrer un avocat spécialisé dans la défense des mineurs.

Les animations dans les établissements scolaires des communes partenaires

Deux Expositions interactives (2 heures d'intervention) :

9-13 ans « Moi, Jeune Citoyen »

Un choix de 30 questions par couleur entraînant une discussion sur les droits et les devoirs des mineurs dans les principaux lieux de vie : à la maison, à l'école et dans la rue (une soirée pour les parents peut être organisée)



13-18 ans « Questions de justice »

Un débat autour des droits et devoirs des mineurs et du fonctionnement de la justice



Pour l'année 2019-2020 programmation 2019 :

Interventions dans des classes de CM1, CM2, 10 collèges et 1 lycée :

Soit 114 classes représentant 228 heures d'animation

Soit 3 192 élèves

par la greffière et les juristes de la MJD

Le chantier TIG collectif

La ville de Lormont, dans le cadre de son implication dans les politiques de prévention de la récidive, développe depuis plusieurs années des actions relatives aux mesures de Travail d'Intérêt Général. En 2019, la ville de Lormont a fait le choix de prioriser comme site d'accueil des chantiers, la Maison de Justice et du Droit donnant ainsi à cette initiative une symbolique toute particulière de citoyenneté.

Ce chantier s'est déroulé en deux temps :

- **du 29 juillet au 9 août 2019** : la réfection des peintures des murs de la zone d'accueil, de la salle de réunion, les deux bureaux adjacents à l'accueil, le couloir desservant les autres bureaux situés derrière l'accueil et les toilettes de la MJD. Ce chantier a été encadré par les intervenants des Compagnons Bâisseurs. Le SPIP a sélectionné quatre personnes placées sous main de justice.



- **du 25 novembre au 6 décembre 2019** : la réalisation de trois toiles de tailles différentes sur les thèmes de la citoyenneté et des valeurs républicaines portées par la MJD. L'artiste Lormontaise, Carole Collaudin, a animé l'atelier artistique avec la participation de l'association culturelle Artka. Le SPIP a choisi quatre personnes ayant une appétence pour les arts plastiques.

Le dernier jour du chantier s'est terminé par un vernissage à la MJD. Les personnes placées sous main de justice ont installé les trois toiles au sein de la structure. La plus grande toile est posée sur un des murs de la salle de réunion. La deuxième est placée à l'accueil et la troisième est positionnée dans le couloir (*voir annexes 4*).



BILAN ET PERSPECTIVES

L'année 2019 a été marquée par deux projets: l'élargissement des communes adhérentes à la MJD et la réalisation du chantier de travail d'intérêt général collectif.

Tout d'abord, cet élargissement résulte d'une logique géographique tout en prenant en compte un bassin de population supplémentaire raisonnable.

Le centre intercommunal d'action sociale (C.I.A.S) de la communauté de communes Les Coteaux Bordelais a adhéré à la MJD au titre de l'intercommunalité. Quatre communes sur huit étaient déjà adhérentes. Il s'agit de Bonnetan, Camarsac, Fargues Saint Hilaire et Pompignac. Sont désormais rattachées à la MJD, les communes de Carignan de Bordeaux, Croignon, Salleboeuf et Tresses. L'adhésion de ces quatre nouvelles communes a été concrétisée par un avenant de la convention modificative relative à la constitution et au fonctionnement de la MJD des Hauts de Garonne.

Puis, la réalisation du chantier TIG collectif résulte d'une collaboration étroite entre le SPIP, les services de la ville, les intervenants des Compagnons Bâisseurs et l'association culturelle Artka ainsi que l'équipe de la MJD. Ce projet a permis à des personnes condamnées de réaliser leur peine au profit des usagers, des justiciables et de manière générale de tous les utilisateurs de la MJD en améliorant le cadre de vie de la structure.

Le présent bilan témoigne et met en évidence cette année encore une activité soutenue, à travers la diversité et la présence de ses intervenants.

En 2019, la MJD a reçu 15362 appels téléphoniques et 11689 visiteurs. Le nombre d'appels téléphoniques et de visiteurs est relativement stable par rapport à l'année 2018.

Parfaitement implantée dans le paysage local et respectée, la MJD accueille dans le même temps, un public venant sur convocation et volontairement pour l'accès au droit. La pluralité des intervenants tant sur le plan pénal que civil en fait une structure unique.

La politique générale du parquet de Bordeaux est restée inchangée depuis l'année dernière. L'activité pénale globale est en légère hausse par rapport à l'année 2018 (1787 personnes reçues contre 1681).

L'activité des délégués du procureur de la République est relativement stable (+48), cette hausse portant essentiellement sur la composition pénale (+106). Toutefois, notons une légère baisse du nombre des rappels à la loi et des classements sous conditions (-58).

Il est à noter que l'association ABC du Dialogue Routier n'a pas organisé de stages de sensibilisation à la sécurité routière à la MJD cette année. Ces stages de « peines complémentaires » ont été annulés en raison d'une baisse importante de participants pour les organiser.

L'accès au droit demeure l'activité principale de la structure avec 5542 personnes reçues en 2019. Les thématiques juridiques les plus importantes restent le droit de la famille, le droit civil et le droit du travail. L'activité globale des intervenants est en augmentation par rapport à l'année 2018: 5356 personnes reçues (+186).

Cette hausse résulte non seulement des demandes émanant des nouvelles communes rattachées à la MJD, soit 123 personnes supplémentaires reçues, mais aussi par la pratique du rappel de rendez-vous. Il est à souligner la réactivité de l'équipe de la MJD permettant ainsi de vérifier la présence des usagers afin d'optimiser les permanences.

D'autre part, sept permanences supplémentaires assurées par l'association INFODROITS financées par la ville de Lormont, en plus du soutien financier du CDAD de la Gironde, ont permis de recevoir 40 personnes supplémentaires.

Une nouvelle association est venue compléter les permanences en 2019 : l'association des responsables de copropriété du Sud-Ouest (ARC SO) assure des permanences juridiques à titre gracieux depuis septembre 2019. Ces nouvelles permanences se déroulent un mercredi après-midi par mois. Cette association propose aux copropriétaires de répondre aux problèmes juridiques touchant la copropriété.

Quatre mineurs ont également été reçus par des enquêteurs sociaux dans le cadre d'auditions ordonnées par le juge aux affaires familiales.

Il est à noter que la MJD rencontre des difficultés liées à la vétusté des équipements informatiques et à l'absence de postes informatiques pour l'ensemble des intervenants. Ces problèmes informatiques engendrent des contraintes dans le fonctionnement et le développement de la structure notamment pour la mise en place d'un questionnaire statistique dématérialisé ainsi que pour s'adapter à la mise en place du réseau France Services.

Le Ministère de la Justice et les communes partenaires financent la structure. L'accès au droit représente l'activité principale de la structure et dépend, du soutien du CDAD, qui finance les permanences des associations, et des bénévoles, en la personne des conciliateurs de justice et des délégués du défenseur des droits ainsi que les associations UFC QUE CHOISIR et ARC SO qui assurent des permanences gracieusement.

Aujourd'hui, eu égard à l'importance de l'activité et de la demande, la poursuite des actions menées par la MJD dépend des moyens humains et financiers qui lui sont donnés.

En conclusion, il y a lieu de remercier l'équipe et l'ensemble des intervenants pour leur implication et le travail réalisé.

ANNEXES

1) planning des intervenants de la MJD 2019

2) affiche de la JNAD

3) affiche de la conférence-débat

4) photos du chantier TIG collectif

**PLANNING DES INTERVENANTS DE LA MAISON DE JUSTICE ET DU DROIT DES HAUTS DE GARONNE
2019**

	Matin	Après-midi
lundi	<p align="center">DPR (RAL et CSC) SAV PRADO (psychologue) DEFENSEUR DES DROITS</p>	<p align="center">AEM: CJ (semaine impaire) MEDIATION FAMILIALE (en quinzaine) DEFENSEUR DES DROITS UFC QUE CHOISIR 33 AVOCATS (2 fois par mois) 17H à 19H</p>
mardi	<p align="center">DPR et COMPOSITION PENALE SPIP (2 fois par mois) OMP (1 fois par trimestre) ALIFS DEFENSEUR DES DROITS</p>	<p align="center">COMPOSITION PENALE SPIP (2 fois par mois) AVOCAT EN DROIT PUBLIC (2 fois par mois) ALIFS DEFENSEUR DES DROITS CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois)</p>
mercredi	<p align="center">PRADO : ESR JURISTE CDAD ECRIVAIN PUBLIC – ATELIER GRAPHITE (2 fois par mois)</p>	<p align="center">AEM (à la demande) CIDFF (en quinzaine) ARC SO (1 fois par mois)</p>
jeudi	<p align="center">AEM: ESR / MP/CSC(violences conjugales) SPIP CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois) NOTAIRE JURISTE CDAD</p>	<p align="center">AEM: ESR / MP/CSC(violences conjugales) SPIP PRADO Réparation pénale (2 fois par mois) FAMILLES EN GIRONDE (2 fois par mois) JURISTE CDAD AVOCATS 17H à 19H</p>
vendredi	<p align="center">DPR (RAL et CSC) AEM: CJ (semaine paire) INFODROITS SAV PRADO (juriste) CIDFF (en quinzaine)</p>	<p align="center">RUELLE (à la demande) AEM: CJ (semaine paire)</p>

* le greffier et les juristes de la MJD: permanentes

En rouge : l'activité pénale



JOURNÉE NATIONALE DE L'ACCÈS AU DROIT

Vendredi 24 mai 2019

Venez tester vos connaissances
avec le jeu "Objection Retenue" sur
les préjugés de la justice !



Maison de Justice et du Droit des Hauts de Garonne

45 avenue de la Libération

33310 Lormont

Tram A - Arrêt IRIS

9h - 12h / 13h30 - 16h

www.maisondejustice.fr

Téléphone - 05 57 77 74 60



LES MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT DE BORDEAUX ET DES HAUTS DE GARONNE

organisent une conférence-débat sur



Avec le concours de

**Madame Stacy DELIANT, juriste au Conseil Départemental de
l'Accès au Droit de la Gironde**

**Le mercredi 26 juin 2019 à 14H00
à la MJD de Bordeaux**

*sur inscription par téléphone
(40 places disponibles)*

2 place Ravezies - Entrée A - 3ème étage - 33300 BORDEAUX
Tél : 05 56 11 27 10
TRAM C - arrêt Grand Parc - entrée par avenue E. Counord

LES PHOTOS DE LA MJD APRES LE CHANTIER TIG COLLECTIF



LES TOILES DU CHANTIER TIG COLLECTIF

Acrylique sur toile

Toiles communes A.F.M.R

Liberté :

« Pour cette toile nous avons choisi le thème de la liberté. Le bateau et les oiseaux en sont une évocation directe.

La foule, volontairement bigarrée est tournée vers le large. Nous l'avons peinte de toutes les couleurs pour rappeler que tous et toutes, aussi différents soient ils, sont égaux en droits et en devoirs. Le pont d'Aquitaine avec ses deux rives que l'on pourrait, ici, appeler « Pont de la liberté » fixe l'action sur Bordeaux ».



Gironde unie :

Ce tableau représente la mixité sociale. Les habitations, les maisons individuelles, le château, les immeubles évoquent les façons plurielles de vivre en Gironde.

Le plan de Bordeaux, le tonneau de vin et sa grappe nous permettent de situer ce travail dans notre région.



Fraternité :

Une Marianne particulière trône au centre de ce tableau: deux Mariannes en une pour parler de l'égalité Homme Femme. Tous deux portent fièrement le bonnet phrygien.

La terre et cette poignée de main ou cette main tendue, suggère la solidarité et la fraternité. La silhouette de la ville de Bordeaux, au loin, place le spectateur sur la rive Lormontaise. Le pont Chaban-Delmas et le carretel évoquent l'histoire de notre région.



